Joe Biden met Bruxelles et Kiev dos à dos

Bruno Husquinet

26 septembre, 2016
Notes d'actualité

La conférence de Joe Biden sur « *le futur de la politique étrangère américaine* » est passée totalement inaperçue, pourtant le vice-président des Etats-Unis s'est livré à un exercice de franchise déconcertant. Il a exposé l'état des lieux de sa doctrine et sa vision concernant le dossier ukrainien. Devant le public du Council on Foreign Relations, Joe Biden a révélé que les Etats-Unis avaient forcé l'Europe à adopter des sanctions contre la Russie. En des termes simples, il a résumé la position européenne lors des événements de 2014 : « *avant que vous* [américains] *ne deveniez Président* [en Ukraine], *le pays était dirigé par les Russes, de toute façon. Ils avaient un Président-marionnette là-bas. Quelle différence cela fait-il pour nous ? Pourquoi nous forcer à prendre des sanctions* ? »



Selon le vice-président des Etats-Unis, aujourd'hui l'Ukraine doit s'inquiéter de la position de l'Europe car elle saisira le moindre argument pour sortir du système des sanctions remis en question par cinq pays (qu'il ne mentionne pas). Et de conclure que « *nous exerçons une pression énorme sur tout le monde en Europe, surtout sur notre fidèle partenaire Merkel, même si sa position a légèrement changé maintenant, et sur Hollande aussi.* » Il met donc en garde l'Ukraine de voir le bras européen de l'alliance transatlantique s'affaiblir sur le dossier des sanctions, si le Président Porochenko n'obtient pas plus de résultats concrets au niveau des réformes et surtout sur la sempiternelle question de la corruption.

Non seulement, Joe Biden assume pleinement l'influence américaine sur les décisions prises à Bruxelles, mais également sur celles prises à Kiev, comme le remaniement du gouvernement ou la « démission » du procureur général. Parlant de son propre rôle, il explique : « *l'année passée, j'avais l'autorité de libérer la seconde tranche d'un milliard de dollars. Il [Président Porochenko] n'a pas viré le procureur général. Comme j'avais la confiance du Président [*américain*], j'étais là et j'ai dit : je ne signerai pas. On ne signera rien tant que tu ne l'auras pas viré, mon gars.* » La « *démission* » du procureur général Viktor Chokine n'est pas un événement anecdotique et est pris comme un exemple de la doctrine de Joe Biden dans le mensuel américain, The Atlantic.

En décembre 2015, le Wall Street Journal et le New York Times, révélaient que le fils de Joe Biden, Hunter Biden, risquait d'être éclaboussé par un scandale de corruption impliquant la Burisma où il siège depuis 2014. Cette société ukrainienne est le plus grand producteur privé de gaz en Ukraine et donc un atout majeur dans la stratégie d'indépendance énergétique face à Moscou.

Le propriétaire de la Burisma, Mr Zlochevsky a été mis en cause pour blanchiment d'argent en avril 2014 par les autorités britanniques. Ensuite, le département des fraudes a gelé 23 millions d'euros sur des comptes à Londres. Mais, aucun document demandé par la justice londonienne n'a été fourni par Kiev. En conclusion, le 20 janvier 2015, la justice britannique libérait l'argent, transférée aussitôt à Chypre sans inquiéter messieurs Zlochevsky et Biden. Les deux quotidiens ont raillé l'intégrité du message anti-corruption martelé par Joe Biden puisque son propre fils travaille

avec Mr Zlochevsky, ancien ministre sous la présidence Yanoukovitch. Un mois à peine après le dégel des fonds, le procureur général, Mr Yarema, est relevé après moins d'un an en fonction. Il est remplacé par Viktor Chokine. Viktor Yanoukovitch demandera sa démission le 16 février 2016 suite à la requête de Joe Biden, au motif que le nouveau procureur « *avait perdu la confiance de la population* » après avoir été mis en cause à plusieurs reprises. Le parlement le démettra de ses fonctions fin mars de cette année pour faire place au cinquième procureur

général depuis 2014.

Au cours de cette récente conférence au Council on Foreign Relations, le vice-président a exposé sa vision pour régler le conflit ukrainien. Même si les Etats-Unis ne font pas partie des négociations de Minsk, Joe Biden a expliqué la nouvelle feuille de route selon laquelle les Russes doivent d'abord offrir les garanties de sécurité, pour que les Ukrainiens puissent ensuite prendre différentes mesures. La plus difficile selon lui, est celle du statut du Donbass nécessitant une revue de la constitution et sur laquelle Kiev travaille activement. Selon lui, Kiev fait une concession à la Russie en offrant un statut spécial au Donbass car celui-ci entérinerait l'influence russe dans l'Est ukrainien.

Monsieur Biden reconnaît volontiers son soutien à l'Ukraine et a annoncé le 20 septembre, la libération d'une troisième garantie de prêt souverain d'un milliard de dollars. Cette annonce tombe alors que le FMI vient d'approuver la tranche suivante d'un montant 1,3 milliard de dollars après un an de tractations, contre l'avis de Moscou réclamant toujours le remboursement de leur dette de 3 milliards de dollars. En outre, les Etats-Unis viennent d'envoyer un nouveau conseiller spécial auprès du ministre de la défense ukrainien. Le Général américain Abizaid, commandant des opérations en Iraq en 2003, va à présent aider au renforcement des capacités de défense de l'armée ukrainienne.

Alors que Joe Biden réitère son soutien indéfectible à l'Ukraine par des gestes forts, il renvoie aussi l'Europe et l'Ukraine dos à dos. Le président Porochenko, fort de ces derniers dénouements positifs avec le FMI et les Etats-Unis, se rendra fin octobre à Bruxelles pour essayer d'entériner la ratification de l'accord d'association qui ne peut être finalisé sans l'accord hollandais.

Les discussions à venir sur l'accord d'association et la prolongation des sanctions économiques à la fin de l'année promettent d'être tendues.

Downloaded from:
http://iveris.eu/list/articles_dactualite/200-joe_biden_met_bruxelles_et_kiev_dos_a_dos

© copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.
Ce site utilise des cookies pour améliorer votre expérience de navigation. **J'accepte**